



DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION

F3SCT REGION ACADEMIQUE

DSDEN DU VAR - TOULON, le 26 juin 2026

La CGT Éduc'Action tient d'abord à rappeler ce principe fondamental, qui devrait guider chaque décision publique : le travail ne doit jamais rendre malade, blesser ou tuer. C'est une exigence simple, évidente, mais que notre ministère peine encore à considérer comme prioritaire. Trop souvent, la continuité du service public est invoquée comme un dogme, au détriment des obligations élémentaires d'employeur. Cette logique n'est pas nouvelle : elle prolonge une longue histoire où la production a toujours été placée au-dessus des vies, et que notre organisation syndicale combat depuis plus d'un siècle.

Les politiques libérales menées depuis des années, désormais relayées et amplifiées par l'extrême droite, convergent dans un même objectif : affaiblir le service public et les agents publics et servir le marché de la formation. Ceux qui portent ces politiques observent sans doute avec satisfaction les difficultés auxquelles sont confrontés personnels et élèves face aux températures extrêmes qui marquent cette fin d'année scolaire.

En effet, les épreuves et orales du baccalauréat se déroulent dans un contexte de fortes chaleurs. Nous avons fait des relevés de température jusqu'à 37°C dans les Lycées de la Région. Les élèves font leurs épreuves dans des salles étouffantes, parfois dès le milieu de la matinée et les personnels doivent assurer leurs missions dans des conditions qui n'ont rien d'acceptables en étouffant et en suant sur de longues heures sur de mauvaises chaises. C'est cela la réalité de notre travail ces jours-ci. La chaleur extrême expose les personnels à des risques bien documentés : déshydratation, épuisement, troubles cognitifs, malaises, et aggravation des pathologies chroniques. Au-delà de l'inconfort, ces températures transforment lieux de travail en environnements dangereux où la vigilance baisse, la fatigue s'installe et où l'on met clairement en péril la santé des professeurs.

Chose nouvelle cette année, le ministre lui-même reconnaît désormais qu'il n'est plus possible d'organiser des examens l'après-midi en juin. Précision que les mêmes risques existent hors épreuve d'examen. Mais au-delà des déclarations, rien n'est anticipé, rien n'est structuré, rien n'est pérenne. Nous n'avons aucun protocole national, aucune stratégie durable, aucune doctrine de prévention. Bref, on bricole, on se débat et on fournit quelques bons mots à ceux qui nous détestent, libéraux et réactionnaires en tous genres.

La CGT Éduc'action souhaite également obtenir des précisions concernant les mesures de protection des personnels particulièrement exposés aux effets des fortes chaleurs.

Quelles dispositions spécifiques sont actuellement prévues pour les personnels vulnérables ou présentant des facteurs de risque médicaux reconnus, lorsque les températures atteignent des niveaux susceptibles de porter atteinte à leur santé ? En particulier, l'administration envisage-t-elle le recours à des autorisations spéciales d'absence (ASA), à des aménagements de poste ou à toute autre mesure de protection adaptée durant les épisodes de canicule ?

Par ailleurs, au regard du caractère désormais récurrent des épisodes de chaleur extrême dès la fin du printemps et au début de l'automne, un plan d'action régional est-il en cours d'élaboration pour la rentrée de septembre ?

Mais dans le fond, les premiers adversaires des conditions de travail et des temps d'apprentissage ne sont ni les professeurs en formation, ni les personnels épuisés par des conditions de travail dégradées. Ce sont les collectivités qui laissent les établissements se dégrader, qui négligent l'isolation thermique, qui refusent d'investir dans des bâtiments adaptés aux enjeux. Et parmi ces collectivités, la Région PACA se distingue tristement.

Comme sur un clou, cette année encore, nous n'avons pas d'autre choix que de taper dessus. La Région n'investit pas. Ni dans les ateliers. Ni dans les équipements. Ni dans les ouvertures indispensables pour absorber l'augmentation des effectifs. Ni dans le bâti.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les engagements pris en matière de transparence budgétaire ne sont toujours pas respectés. Depuis plusieurs années, la Région refuse de communiquer un état exhaustif des opérations réalisées dans les lycées dont elle a la charge. Cette absence de transparence empêche toute évaluation sérieuse des politiques conduites et nourrit un sentiment légitime de défiance parmi les personnels comme parmi les usagers du service public d'éducation.

Ce que nous exigeons, c'est simple : des investissements, de la transparence, des bâtiments dignes, et le respect des obligations légales. La décentralisation, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, démontre chaque jour ses limites. Et la Région PACA en est l'illustration la plus éclatante : absence de vision, absence de moyens, absence de transparence. Les personnels et les élèves en paient le prix, et cela ne peut plus durer.

La CGT Educ'Action continuera, avec constance et détermination, à défendre la santé, la sécurité et les droits des personnels. Nous continuerons à dénoncer les défaillances et à exiger des réponses structurelles que la situation urgente exige.

Olivier GERARD et Slah CHAABI

Pour la CGT Educ'Action de Nice et pour la CGT Educ'Action d'Aix-Marseille